

Migrations and Mobilities...

Année 2, n°3
Décembre 2016

The Newsletter on Migrations and Mobilities in Africa



Les migrations en débat...



Debates on Migrations...

Highlights

- The third issue of this Newsletter *Migrations and Mobilities* highlights some concrete cases of migrations and mobilities in Africa, including interactions between their actors.
- The Letter aims to promote researchers voices to review knowledge on the migrations and mobilities in Africa, based on real fieldworks.
- Various researches are briefly presented focusing on mobility and migration, in Burkina-Faso, Benin, Morocco or other countries.

In this edition :

Dealing with foreigners in Morocco. From a "transit country" to a country of immigration 4

"Intellectual mercenarism is a big challenge for scientific research in Africa." 5

La mobilité des enfants de la rue au Burkina Faso 10

My bartending experience in Ouagadougou. Young Ivoirians in night bars 11

Edito

Les migrations en débat...

L'actualité récente des migrations internationales continue de faire enregistrer les naufrages dans les frontières maritimes de l'Europe, la pression des nouvelles routes migratoires en Europe de l'Est ou encore le renforcement de l'externalisation du contrôle des frontières en particulier européennes sur le continent africain. La figure du "migrant" africain reste brouillée par les logiques politiques et sécuritaires en œuvre sur le continent mais aussi ailleurs dans le monde. L'effervescence observée contient pourtant le risque de passer à côté des vraies questions et tend à

rendre exceptionnelle la mobilité humaine lorsqu'elle provient de certaines régions du monde. Les voix des chercheurs restent cependant encore très faibles dans le débat public. Elles laissent ainsi la place à un ensemble de professions de foi qui restent éloignées de la compréhension réelle des phénomènes évoqués.

Dr. Elieth Eyebi



Edito

Debates on Migrations...

The recent international migration events are marked by the continuing shipwrecks in Europe maritime borders, the pressure of new migration routes in Eastern Europe and also the strengthened outsourcing of control of European borders on African continent. The African "migrant" figure remains blurred with political and security logics implemented on the continent but also anywhere else in the world. The

effervescence observed masks the real issues and tends to make exceptional human mobility when it comes from some specific regions of the world. The voices of researchers, however, remains very low in the public debate, leaving for a whole profession of faith sometimes quite specific.

Gouvernement des étrangers au Maroc. D'un « pays de transit » à un pays d'immigration

Mamadou Alimou Diallo, Paris 10/ EGE Rabat, Maroc

Cette recherche s'appuie à la fois sur une enquête ethnographique menée au Maroc entre mars et mai 2015 et sur une enquête en cours dans le cadre d'une thèse de doctorat en science politique. Elle s'appuie sur l'observation d'un type particulier d'administration opérant dans une ville dont les spécificités doivent être prises en compte: la préfecture, lieu d'accueil d'un public cosmopolite.



Marrakech est l'une des plus grandes villes touristiques du pays accueillant des étrangers venus, pour diverses raisons, des quatre coins de la planète. Une grande partie de ces étrangers sont amenés à faire une demande d'immatriculation auprès de cette Wilaya. L'enquête de terrain a été conduite en parallèle entre plusieurs échelons de l'administration préfectorale. Elle commence au sein du service des étrangers, plus précisément au bureau des verbalisations et des résidences et celui de la réception des demandes d'immatriculation. Le premier est chargé de préparer les procès-verbaux qui concernent les « résidences irrégulières », tandis que le second reçoit toutes les demandes de séjours. Ces services reçoivent un public hétérogène venu de plusieurs continents avec des statuts administratifs différents (travailleurs, visiteurs, actionnaires, étudiants, militaires, retraités). L'observation au bureau de verbalisation a parfois conduit à suivre les étrangers accusés de « résidence irrégulière » ou de « tentative de transit » et donc à poursuivre l'observation devant le tribunal de première instance de la ville. L'enquête a été réalisée aussi au sein du bureau d'étrangers ouvert le 2 janvier 2014 à l'occasion de « l'opération exceptionnelle de régularisation d'étrangers en situation administrative

irrégulière ». Pour finir, depuis avril 2016 nous menons une enquête dans un quartier urbain de Rabat pour comprendre les logiques de fabrication, d'usages et de circulation des papiers d'identification pour étrangers. Le dépouillement des archives coloniales tenues par le Parlement et par le Secrétariat Général du Gouvernement marocain a permis en dehors des observations et entretiens, d'examiner des textes de lois sur les étrangers de 1914 à nos jours, ainsi que des documents administratifs produits par les administrations coloniale et marocaine. Cette recherche retrace via une progression chronologique, le processus historique de construction du savoir et du savoir-faire colonial, en particulier en ce qui concerne la construction de la figure de l'« Autre » comme catégorie de l'action et la fabrication d'un ensemble de pratiques et de savoirs de gouvernement pendant la période 1914-1958 puis analyse à travers le concept de *Cité de papiers*, comment les papiers deviennent un véritable enjeu du « vivre ensemble ».



Mamadou Alimou DIALLO

Marrakech est l'une des plus grandes villes touristiques du pays accueillant des étrangers venus, pour diverses raisons, des quatre coins de la planète. Une grande partie de ces étrangers sont amenés à faire une demande d'immatriculation auprès de cette Wilaya.

Le métamorphisme de la figure de « l'étranger » : histoire du « Nous » et la construction de l'« Autre » comme catégorie de l'action publique

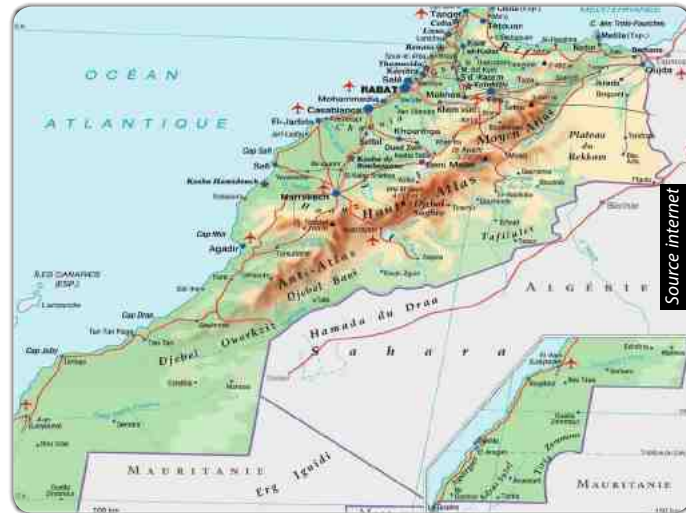
La figure de l'« étranger » dans le monde « arabo-musulman » notamment au Maroc a une histoire ancienne et difficile à cerner dans son entièreté. Mais à partir de textes religieux et hagiographiques, écrits par des « savants musulmans », des archives et documents, écrits par des « administrateurs coloniaux » et les « fonctionnaires indigènes », nous pouvons suivre laconiquement la métamorphose de cette figure : de ses transformations religieuse et économique à sa formalisation comme catégorie juridique et statistique par l'«Etat colonial » et l'«Empire chérifien ».

Par ailleurs, la formalisation de cette figure de l'« Autre » comme catégorie juridique et statistique, ou catégorie de l'action publique et privée, a entraîné la mise en place de tout un ensemble de pratiques et de savoirs de gouvernement pour contrôler, administrer et diriger la mobilité de cette figure. (Mamadou Alimou Diallo)

Dealing with foreigners in Morocco. From a “transit country” to a country of immigration

Mamadou Alimou Diallo, Paris 10/ EGE Rabat, Morocco

This research is based on both an ethnographic survey conducted in Morocco between March and May 2015 and on an ongoing investigation for a doctoral thesis in political science. It relies on the observation of a particular type of administration operating in a city whose characteristics should be taken into account: the prefecture, a venue of a cosmopolitan public... Marrakech is one of the country's largest tourist cities hosting foreigners who come from all



over the world, for various reasons. Much of these foreigners are required to make an application for registration in the near Wilaya. The field survey was carried out in parallel across multiple levels of the prefectural administration. It begins in the foreigners' department, specifically in the office of verbalization and residencies and the office receiving applications for registration. The first is responsible for preparing the minutes concerning “irregular residencies” while the second receive all stay applications. These services receive a heterogeneous audience coming from various continents with different administrative status (Workers, visitors, shareholders, students, soldiers, pensioners). The observation in verbalization office has sometimes led to follow the foreigners accused of “irregular residence” or “attempting to transit” and thus to continue observing up to the trial court. The survey was also conducted in the foreigners' office opened on January 2, 2014 during the “exceptional operation of regularization of foreigners in irregular administrative situation.” Since April 2016

I have initiated an investigation in an urban neighborhood of Rabat to understand the logic behind the processing, the use and the circulation of foreigners' identity documents. The analysis of colonial archives held by the Parliament and the General Secretariat of Moroccan Government enabled, in addition to observations and interviews, to examine legislation about foreigners from 1914 till now, and administrative documents produced by colonial and Moroccan governments. This research outlines through a chronological progression, the historical building of colonial knowledge and expertise, specifically the building of the figure of the ‘other’ as a category of action, and the development of a set of knowledge and practices of governance during 1914-1958, then analyses through the concept of “*paper City*” how papers become a true challenge of “living together”.

Metamorphosis of the figure of the “foreigner”: history of the “we” and the building of the “other” as a category of public action.

The figure of the “foreigner” in the muslim-arab world, specifically in Morocco, is a story long and difficult to grasp entirely. But from religious and hagiographic texts written by “Muslim scholars”, archives and documents written by “colonial administrators” and “local employees”, we can laconically follow the metamorphosis of this figure: from its religious and economic changes to its formalization as a legal and statistical category by the “colonial state” and the “Sherifian Empire”.

Furthermore, the formalization of this figure of the “other” as a legal and statistical category, or public and private category of action, enabled the development of a varied practices and knowledge of government to control, manage and lead the mobility of this figure. (Mamadou Alimou Diallo)

Marrakech is one of the country's largest tourist cities hosting foreigners who come from all over the world, for various reasons. Much of these foreigners are required to make an application for registration in the near Wilaya.

Intellectual mercenarism is a big challenge for scientific research in Africa

Interview of Pr. Jean-Pierre Olivier de Sardan, Social-anthropologist, LASDEL

Jean-Pierre Olivier De Sardan is obviously one of the most eminent figures of the contemporary socio-anthropology. No one could discuss in that domain without stating him, his accomplishments are so important. He is, along with other authors such as Georges Balandier, the classics of African socio-anthropology. Many generations of researchers and students have been inspired by his large literary and scientific production. We met him on 25th November during the LASDEL workshop about migration at Covenant University near Lagos in Nigeria. In the interview he kindly gave us, he discussed the serious challenges facing researches in Africa and gave some practical advices to young researchers.

Yacouba Bama: Many generations of young researchers and social science students have been impacted by your abundant scientific production. How could you describe your everyday-life?

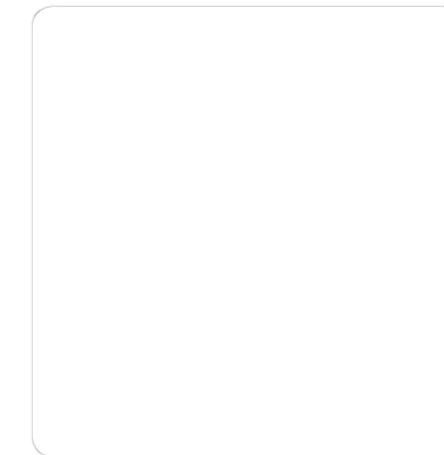
I live in Niamey where I work. My everyday life is made of a Teacher-researcher job. It means that I spend my time supervising Master and Doctoral theses; because we have a Master degree course of health socio-anthropology at the university of Niamey. That is even the only one existing in the Western Africa and in the whole French-speaking Africa. I also have to prepare courses for Master Degree Students in addition to some other teaching activities. There is a summer school that is carried out every two years etc. so I have many monitoring and coaching work to do for young researchers. Including my own continuous research activity, articles writing and steering collective research in the LASDEL; coordinating some research programs. In short, this is how I can describe my daily activities.

That is many things to do at the same time; how do you get through?

I can manage because I like it; it is truly lot of things to do. I put aside time for my children, trying not to work most of the week-ends. It is sometimes difficult but fortunately I have experience and I can work fast. What is interesting is that my main motivation is to train young African researchers, to stimulate their interest in research. I like producing knowledge. I like so much writing. It is always difficult to write but once it is finished, we feel happy.

What do you think are the research challenges nowadays in under-developed countries?

The first challenge is the rush for consultancy and expertise; in other words, the intellectual mercenary. Of course, consultants and experts are required. But a good consultancy must lay on a good research. But unfortunately most of the universities' teachers chase consultancy opportunities and fail to keep up-to-date their knowledge. I know some people who hardly... (laugh) get informed in the 15 years since they've published their thesis. So it means they are providing an outdated and stereotyped teaching. That is the first and very important problem of the consultancy. And that is the reason why the laboratory of Niamey has been



created. The aim is to establish appropriate research conditions and show that one can decently and continually conduct research without relying on someone else's terms of reference. When you are researcher, you have to work on your own terms of reference and methods, you don't work in a hurry.

The second challenge is that public and academic policies have a propensity to emphasis the quantity. More and more students are accepted, more and more master's students are accepted even when there is no means to supervise them. For example, at Niamey university, they allow about 150 master's students in the first year in addition to almost 1000 students for only 8 teachers, none of which holds the status of professor. How could they be monitored? It is not possible. Universities are increasingly created all over Africa. Every country had 1 or 2 universities before, but now they have 5, 10 or 15 and the number of teachers doesn't increase and has not been renewed. Teachers turned into bureaucrats when they become rector, vice-rector, dean, vice-dean, etc. By expanding all these structures, we get gradually less teachers doing their teaching job. That is the second challenge: the race for maximum quantity. There are surely other challenges but these are the two main that I can mention.

“ Independence is very important here. It is imperative to break that unilateral dependence on a boss, a laboratory or on a mandarin in the North who considers researchers from the South as his assistants. ”

There is also the funding issue that often occurs. Do you think it could be considered as another big challenge?

Exactly, it is the third big challenge. Thank you for the reminder. I could say it is the total lack of interest of our countries' public authorities. Before mentioning a global funding, let's consider the public funding; the amount that should be allocated to research, particularly for social sciences, is not huge. We don't need billions. And these sums can be included in the government budget. This would help us to be less dependent on external sources. Presently we depend almost exclusively on external sources. It is not normal. And above all, our governments have no research policy. They have no idea of what it is, and they never come to us to get informed. They take action in every direction without ever consulting people who are inside and know the issues of research.

For instance, here is one of the simple ways to conduct a research: you set up a fund to issue a competitive call for tenders for social sciences among research laboratories of the country; a fund with about 200 million FCFA, it is nothing. With that money 5 projects of 40 million each can be funded. You select among the real competitors, and don't give it to the friends of your friends. A strict selection on the topic you want to emphasize; for example, the quality of health services, mining issues, everything you want. Therefore, you have a good policy; but no one of the francophone countries in Africa has done this; none I think. Even though these are the basics of any research policy. It is true that we are facing a funding problem but I think a big part could be drawn from national budgets. Currently we depend on international funding and it is another problem. Researchers are classified and people says this researcher is the man of the Canadians, this other is working for Danes, and this other is for Swiss, etc. Just because they depend on the financing from these sources. Therefore, the researcher does what is required by his donor. He becomes somehow... I won't say a prisoner of his funding source, but he depends on it. This is not favourable for research.

Independence is very important here. It is imperative to break that unilateral dependence on a boss, a laboratory or on a mandarin in the North who considers researchers from the South as his assistants.

What about the question of research's usefulness that remains controversial in under-developed countries? Do you think this is another challenge to face?

It is a challenge, but a challenge for both sides. I would say it is a shared responsibility. Because many researchers don't take the lead in choosing socially and politically important thematic, talking about development, etc. It is true that researchers are often in their academic world, disconnected from the realities. But concerning development institutions in our countries, they also prefer the mercenaries instead of independent researchers who suggest interesting thematic. Decision-makers, whether they are administrations or

donors, international organisations or NGO, they don't like people who raise genuine problems. If the real issues are not raised, we cannot reform things. For instance, we all know that the provision of public services is still unsatisfactory. It is a topic on which we are working very hard: the bad condition of health, justice, school, leading to weak performance and strong dissatisfaction. Many studies were done on health but I've never seen a user pleased with the provided services. It is the same thing with schools. Nobody will ever say that public school is good. By the way, who enrolls his children in public school nowadays? Only poor people. We think social sciences can help change, reform that situation. But how? By bringing the problems to the surface. Because when people pretend there is no problem while issues are huge, I think our role is to make diagnostics. You cannot cure a patient without setting up a diagnostic. We can provide diagnostics, but very often, both national and international institution don't like when their procedure, their policies are questioned. They have preconceived ideas which lay on a very bad background that is assistance dependency. You know, assistance is like petrol. It has negative and perverse impacts. Everybody runs after assistance like other people running after petrol incomes. Thereby, there is no more initiatives in the public services and administrations. For example, today, the main goal of an executive in the public services is not to innovate, to change or improve his service; it is to get hired in a project, in an international organisation or in a cooperation agency that will finally provide him with financial means.

How do you anticipate the future of scientific research in Africa despite all these issues raised?

What make me feel optimistic sometimes -because I'm not pessimistic at all about Africa, nor am I optimistic about Africa, so I try to be realistic- is that there are still things that seem anyway positive for me: it is the passion sometimes, or the interest of young researchers. They are people who survive to a disastrous school system but are still motivated for studies. For 20 years they have only been taught to memorize; they want to learn something else. When some young people are still interested in research, it is obvious that there is still hope. We often notice during summer schools some young researchers ready to fight nonetheless, for improvement, and that is our strength. Improvement will not

come from seniors of my generation. This is hopeless (laughs). There were not able to do it since 30 years, they will not be able do it now. I think it will come from young researchers; so we have to take advantage of them. We have to detect them, support them and help them remain in the country.

Could you provide some advices to that young generation?

I want to tell them that there is lot of satisfaction in research field but less money compared with other professions. So they should not prioritize money in their life. Otherwise, it is better to find another job. But at the same time, one can get good life in research. It is not extraordinary, it is less than being consultant, Minister, judge or customs officer. But one can live decently. Thereafter they should accept to work as a team. Competition with each other is very developed in our countries and it is not possible to progress in such a way. They should accept criticism. A researcher must accept that he can make mistakes. We all can get it wrong. I often make mistakes, but the power of research is to recognise our mistakes and learn from them. You should read, you should read much. You have to be open to the world, to be up-to-date; there is no miracle, you should read a lot and practise writing. There is a strong correlation between writing and reading: the more you read the best you write. We often meet students who doesn't know how to write. It is just because they don't read enough. There is big lack of reading among African students compared with European or American students. It is a difficult path and there are no

shortcuts, you must work hard. When you work well, it provides you with a great moral satisfaction. Don't do it for opportunistic reasons as someone doing politics. Research is essential to build a future.

What is your final word, a call on politics for example, to conclude this interview?

(after a long silence and a deep sigh), politics! It is so complex! If only they could listen a little bit! If only they could listen a little bit! It is a world so... so... Politics are part of people that listen less. Sometimes, decision-makers come to me. They say they want my opinion on this or that question. But when they come for a one-hour interview, they spend 55min speaking. Telling me what they have already understood and that I should validate what they already know. Politics are very often like that. Very few of them accept criticism. When you make a critical observation against the regime, they will say you are a member of the opposition. When you criticize an opposition leader he will say you are a member of the regime. No, researchers should be listened as neutral individuals.

(Translated by : Adjaratou Aminou)

Interviewed in french by Yacouba Ladi Bama and published in «Le Reporter N°180», Janvier 2016, Burkina-Faso

“ You should read, you should read much. You have to be opened to the world, to be up-to-date; there is no miracle, you should read a lot and practise writing. There is a strong correlation between writing and reading: the more you read the best you write.”

HR
ACTUALITÉ
12

ILS ONT DIT

PROF STANISLAS OUARO, PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ OUAGA 2
« Les questions de migrations liées aux questions sécuritaires sont en rapport avec le développement »



Vous voyez aujourd'hui comment sont traitées ces questions-là en rapport avec les migrants africains qui tentent de rejoindre l'Europe et autre et aussi même des migrants au sein même de l'Afrique. Dans un contexte marqué aussi par l'insécurité, voyez dans certains pays, beaucoup de ressortissants peau blanche sont souvent indexés comme étant des terroristes alors même que ce n'est pas le cas. Du coup la question de mobilité, la question de migration sont des questions fondamentales aujourd'hui au regard du concert sécuritaire que nous connaissons. Et ces chercheurs venant de plusieurs horizons ont décidé de se retrouver à Ouagadougou pour que pendant cinq jours, ils puissent réfléchir sur les questions de mobilité sud-sud. Ils s'intéresseront aussi au cas de mobilité en Afrique. Les questions de migrations liées aux questions sécuritaires sont en rapport avec le développement. Parce que ce qu'il faut savoir est que la mobilité fait partie de notre vie, de notre histoire. On ne peut pas rester sédentaire. La mobilité est alors locale, régionale, internationale et tout. Ils vont alors réfléchir et proposer des solutions pour que ces questions de mobilité ne continuent pas de ternir l'image comme cela est le cas aujourd'hui, quand on voit les confrères qui meurent dans les eaux au moment de rejoindre un autre continent. Vraiment, c'est un thème fondamental qui va recroquer le débat parce qu'on ne peut plus le traiter sans le mettre en rapport avec le thème sécuritaire. Avant, c'était possible. Mais aujourd'hui, la question sécuritaire nationale, régionale, internationale, fait qu'on ne peut plus traiter ces questions en dehors de cela. Donc, nous sommes très heureux d'accueillir cet atelier qui va réunir des chercheurs dans le domaine des migrations, des économistes, des sociologues etc., qui vont réfléchir et apporter des solutions aux questions de migration, de mobilité et de développement en rapport avec la nouvelle donne mondiale aujourd'hui.

ANICETTE SAVOEDO DJOKPÉ, CHARGÉE DE PROGRAMME MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT
«... Il y a assez de potentiel à développer pour contribuer au développement de la région... »

C'est important de préciser qu'ici à Ouagadougou il y a un bureau de coopération qui travaille sur les champs que couvrent les bureaux de coopération en Afrique de l'ouest. Mais la migration n'est pas inscrite dans ces champs. Nous sommes là parce qu'il y a un programme global de la direction de la migration et de développement de la coopération Suisse qui est justement le partenaire de Lasdel dans cet atelier. Nous accompagnons l'initiative du Lasdel parce que nous pensons que c'est important qu'on se focalise davantage sur ce qu'il y a comme potentiel dans la migration et les questions de mobilité parce que l'opinion internationale focalise l'attention de tous sur les questions de sécurité, ou tout ce qu'il y a comme aspect positif alors qu'il y a assez de potentiel à développer pour contribuer au développement de la région. Encore qu'en Afrique de l'ouest, la grosse partie des mobilités sont intra régionales. C'est une infime partie qui est ouverte sur le monde. Il est important que nous puissions nous pencher sur la question et pour cela nous accompagnons le Lasdel et nous créons surtout un espace de dialogue entre les chercheurs, les politiques et les acteurs de développement pour que le lien se fasse et pour qu'on puisse vraiment comprendre les tenants et les aboutissants de ces mouvements des hommes et des biens et pouvoir apporter des solutions adéquates. Tous les pays sont touchés par les questions de mouvement d'hommes, des migrations. C'est pourquoi nous travaillons avec le Bénin et prioritairement le Burkina Faso et le Nigeria et aussi la Cedeao pour ce qui concerne la région ouest africaine entière.



ELIETH EYEBIYI, CHERCHEUR ET SPÉCIALISTE DES MOBILITÉS ET MIGRATIONS
« Les chercheurs sont là pour évaluer leurs propres réponses et les adapter aux réalités »

Vous savez très bien que les questions de migrations et de mobilités ne sont pas des questions nouvelles. Cependant, elles sont en train de prendre une allure complètement particulière en raison des mesures sécuritaires dans notre sous-région. Et le Lasdel étant un laboratoire de recherche empirique, nous avons décidé, au sein de ce laboratoire, de mener un programme de recherche avec plusieurs partenaires pour questionner ce que nous disent les migrations et ce que nous disent les mobilités dans l'actualité contemporaine et surtout pouvoir produire un discours qui soit totalement différent de ce que les migrations ne sont pas. Parce que aujourd'hui, on se focalise plus sur la question sécuritaire, sur le danger que les migrations pourraient apporter alors que les migrations peuvent aussi s'analyser comme des facteurs de développement tout à fait importants. Alors, on ne peut pas avoir de solution si on ne réfléchit pas. Vous ne pouvez pas avoir de solution à un problème si vous ne posez pas le problème. Et le travail des chercheurs, c'est justement de poser les problèmes. C'est d'abord de questionner. Les chercheurs sont là pour critiquer, pour réfléchir, pour évaluer leur propre réponse au fur et à mesure, et les adapter aux réalités. Donc, sur ces thématiques de mobilités de migrations, d'insécurité, de pastoralisme de transhumance etc, les chercheurs peuvent s'asseoir pour synthétiser les données, synthétiser les connaissances qui existent mais aussi ouvrir de nouvelles pistes, collaborer entre recherche qualitative et recherche quantitative ou la statistique, établir des modèles, les tester et voir quelles sont les pistes de solution qui pourraient être proposées aux politiques. Ensuite, il appartient à ceux-ci de prendre leur responsabilité pour savoir d'une part ce qu'ils doivent comprendre dans les sens sur ces thématiques là et d'autre part, les démarches, les dispositions, les mesures qu'ils devaient prendre, non pas pour arrêter les migrations, ce qui est complètement impossible et utopique, mais pour pouvoir les organiser et les mettre au service du développement national, sous régional et finalement du développement universel. Il va alors falloir avoir plusieurs activités médias, avoir des ateliers et après il appartient à tous ceux qui ont un certain nombre de responsabilités d'accéder à ces documents qui, évidemment vont être des documents ouverts, de prendre leur responsabilité, de lire et d'en tirer les conclusions qui devraient être prises.



L'Événement Précis - N°1633 du Mercredi 15 Juin 2016

La mobilité quotidienne et les pratiques locales dans un contexte d'implantation de Poste de contrôle juxtaposé (PCJ) entre le Bénin et le Niger

Dr A. Aziz MOSSI, chercheur au LASDEL Bénin

Cette recherche analyse les conditions de la mobilité quotidienne à la frontière bénino-nigérienne de Malanville, dans un contexte d'existence d'un Poste de contrôle juxtaposé (PCJ) non encore fonctionnel. Il se base sur un corpus de données qualitatives recueillies à l'aide d'entretiens individuels et de groupes. Il montre que la gouvernance de la mobilité quotidienne dans l'espace frontalier de Malanville est assurée par une multiplicité d'acteurs. Ceux-ci sont constitués d'agents d'interface socialisés dans une « culture professionnelle locale » de prédation (Olivier de Sardan, 2001) et ne respectant pas les règles communautaires de la circulation. Face à eux, se trouvent des usagers généralement non à jour de leurs documents de voyage et enclins à la promotion d'une « éthique populaire de la fraude » (Bako-Arifari, 2006). Dans ce contexte, les conditions et les modalités de la mobilité transfrontalière sont aléatoires, incertaines, personnalisées et fortement soumises aux pratiques de marchandage. Elles obéissent, non pas à des règles officielles décontextualisées et définies au sein des organisations communautaires (UEMOA, CEDEAO), mais à des « normes pratiques » flexibles. Dès lors, la

présente analyse microsociologique des mobilités au quotidien révèle le caractère inopérant des politiques publiques, des conventions et accords officiels définis à l'échelle des organisations sous-régionales. Ceux-ci dans leur mise en œuvre au niveau local, sont confrontés aux intérêts des acteurs, à leurs valeurs et visions du monde, à leurs perceptions et aux diverses connaissances qu'ils mobilisent. Ils font l'objet de réappropriations diverses, souvent imprévues, qui, au total, produisent des effets concrets assez différents des intérêts et attentes des décideurs. Cela prouve à l'instar des travaux sur la sociologie des acteurs de l'action publique (Mathiot, 2000) et sur les « bureaucraties d'interface » (Lipsky, 1980; Dubois, 1999) que les politiques de mobilité comme toute politique publique valent moins par ceux qui les définissent que par ceux (acteurs administratifs et usagers), qui les mettent en œuvre et les font vivre.

Daily mobility and local practices in the context of implementation of juxtaposed checkpoint (JCP) between Benin and Niger

Dr A. Aziz MOSSI, researcher at LASDEL Benin

This research analyses the conditions of everyday mobility at the Benin-Niger border of Malanville, in a context where a juxtaposed checkpoint (JCP) is not yet operational. It is based on a compilation of qualitative data collected through individual and group interviews. It shows that the governance of daily mobility in the border area of Malanville is provided by a multiplicity of actors. These include interface agents socialized in a "local professional culture" of predation (Olivier de Sardan, 2001) and disregarding community rules on movement. They face users generally without valid travelling documents and inclined to promote a "popular ethics of fraud" (Bako-Arifari, 2006).

In this context, the conditions and modalities of cross-border mobility are random, uncertain, personalized and highly subject to bargaining practices. They comply, not with official and decontextualized rules established within community organizations (WAEMU, ECOWAS), but with some flexible "practical standards". Therefore, this micro sociological analysis of the daily mobility reveals

the ineffectiveness of public policies, of official conventions and agreements defined at the level of sub-regional organizations. In their implementation at local level, these policies are confronted with the interests of the players, their values and world views, their perception and the various knowledge they mobilize.

They are subject to various re-appropriations, often unexpected, which finally produce concrete effects quite different from the interests and expectations of policymakers. This shows, same as the works on the sociology of actors of public actions (Mathiot, 2000), and on the "interface bureaucracies" (Lipsky, 1980; Dubois, 1999), that mobility policies as any public policy worth less by those who define them than by those who implement and put them into practice (administrative actors and users).

...que les politiques de mobilité comme toute politique publique valent moins par ceux qui les définissent que par ceux (acteurs administratifs et usagers), qui les mettent en œuvre et les font vivre.

Bienvenue au Niger.... Prochaine destination des ateliers MIGDEVRI

Le Programme MIGDEVRI posera ses valises en fin d'année à Niamey, capitale du Niger sur le fleuve du même nom du 12 au 16 décembre 2016. L'atelier itinérant s'arrêtera auprès des hippopotames du fleuve pour penser la mobilité et la migration. Il est évident que le contexte particulier de la sécurité dans le monde et sur le continent amènera à penser les tracasseries de la mobilité et de la migration.

Bienvenue au pays du Kilichi, la viande séchée. Bienvenue au Niger, pays aux sept frontières, qui abrite les dernières girafes en liberté d'Afrique de l'Ouest.

En marge de l'Atelier, les participants pourront profiter de l'exceptionnel centre de documentation du LASDEL

à Niamey, lequel compte plus de 8000 documents (livres, périodiques, articles, etc.). Pour rappel, le LASDEL est basé à Niamey avec une antenne au Bénin, antenne béninoise qui dispose d'un fonds documentaire spécialisé sur les migrations et les mobilités évaluée à une centaine d'ouvrages récents portant sur cette thématique.

L'invité d'honneur sera Professeur Eric Hahonou de Roskilde University (Danemark), dont les travaux actuels portent sur les migrations et la citoyenneté et coproducteur du film River Nomads.



Professeur Eric HAHONO



Welcome in Niger.... The next destination of MIGDEVRI researchers

MIGDEVRI program will settle down at the end of the year in Niamey from 12 to 16 December, 2016, along the Niger River which gives it name to the country. The itinerant workshop will stand near the Niger hippos, to think about migration and mobility. The particular context of security in the world and on the continent will obviously lead to think the harassment of mobility and migration...Welcome to the country of Kilichi, a famous tasty dried meat. Welcome to Niger, the seven borders country, home to the last West African wild giraffes. On the sidelines of the workshop, participants will enjoy the exceptional LASDEL documentation center in

Niamey equipped with significant and various documents (books, periodicals, articles, etc.). To recap, the LASDEL is based in Niamey with a branch in Benin which has a specialized documentary collection on migration and mobility counting nearly hundred recent works.

The guest of honor will be Professor Eric Hahonou of Roskilde University (Denmark), whose current works focus on migration and citizenship. He is a co-producer of the film River Nomads.

The LASDEL is based in Niamey with a branch in Benin which has a specialized documentary collection on migration and mobility counting nearly hundred recent works.

La mobilité des enfants de la rue au Burkina Faso

Dr Medori Toure Valérie, Burkina Faso, LARISS, Université Ouaga I - Pr Joseph KI-ZERBO, Ouagadougou, Burkina Faso



Dr Medori Toure Valérie

The main reasons why children go to the street are: the fear of physical and psychological abuse (1 in 3 children), the quest for the satisfaction of basic needs (through odd jobs, begging or crime), self-esteem and finally the lure of the street on some children.

Cette recherche a pris pour point de départ le constat d'une mobilité multiforme des enfants de la rue au Burkina Faso. En utilisant des méthodes qualitatives et quantitatives, en particulier en interviewant 123 enfants de la rue, l'auteure rappelle d'une part qu'au Burkina Faso, plus du tiers des jeunes (1,5 millions) sont des migrants et représentent 31,8% de la population des jeunes. En milieu urbain, près de la moitié des jeunes (45,5%) sont des migrants contre 26,2% en milieu rural (RGPH 2006).

D'autre part, elle explique cette situation comme étant le résultat de plusieurs facteurs sociohistoriques (rapatriements de personnes de la Côte d'Ivoire en 2002, précarité des emplois...). L'étude de la provenance sociale des enfants de la rue en 2013 montre que 57% d'entre eux vivaient avec leurs parents biologiques, 33% sont

des enfants confiés, 5% vivaient avec des « parents biologiques structurés », 3% sont issus de « dara », et 2% d'une structure. Le statut d'activité des parents révèle que plusieurs parents ont une activité génératrice de revenus (47%), quelques-uns sont au chômage (11%).

Un enfant sur 5 est orphelin total. Les principales raisons qui poussent les enfants à aller vivre dans la rue sont : **la crainte des mauvais traitements physiques et psychologiques** (1 enfant sur 3), **la recherche de la satisfaction des besoins primaires à travers les petits boulots, la mendicité ou la délinquance, l'estime de soi et enfin l'attrait de la rue sur certains enfants.**

Mobility of street children in Burkina Faso

Dr Medori Toure Valérie, Burkina Faso, LARISS, University of Ouaga I - Pr Joseph KI-ZERBO, Ouagadougou, Burkina Faso

The starting point of this research is the finding of a multifaceted mobility of street children in Burkina Faso. Using qualitative and quantitative methods, especially by interviewing 123 street children, the author recalls firstly that in Burkina Faso, over a third of young people (1.5 million) are migrants, representing 31, 8% of the youth population. In urban areas, nearly half of young people (45.5%) are migrants against 26.2% in rural areas (RGPH 2006).

Secondly, she explains this as being the result of many socio-historical factors (repatriation of people from the Ivory Coast in 2002, job insecurity...). The study of the social origin of street children in 2013 shows that 57% of them lived with their biological parents, 33%

were children in care, 5% lived with "structured biological parents", 3% come from the "dara", and 2% from a structure. The Parents' employment status reveals that many parents have an income generating activity (47%), some are unemployed (11%). One in 5 children is an orphan (20%).

The main reasons why children go to the street are: **the fear of physical and psychological abuse** (1 in 3 children), **the quest for the satisfaction of basic needs (through odd jobs, begging or crime), self-esteem and finally the lure of the street on some children.**

Mon métier de barman à Ouagadougou. Jeunes ivoiriens dans les bars de nuit et contribution à la construction d'une profession

Bouraiman Zongo, Labo RPSH, Université Ouaga 1 Pr Joseph Ki-Zerbo

Ce texte est le résultat d'une enquête exploratoire, combinant observation participante et entretiens informels. Ce travail exploratoire a permis de dégager une diversité de problématiques et des pistes de recherche à investiguer dans une approche pluridisciplinaire. Parmi ces problématiques, ce texte a tenté de mettre en évidence le métier de barman, terme générique pour désigner l'ensemble des activités qui se réalisent au sein des bars de nuits, dans le champ des industries du loisir. Considéré comme un petit métier, au sein de l'économie urbaine populaire, ce métier est exercé en grande partie par des jeunes. Il met en compétition une diversité de jeunes de nationalités différentes. Néanmoins, le poids des jeunes ivoiriens et de la culture ivoirienne est

apparent. Ce poids traduit un processus d'exportation des compétences, de l'ivoirisation des styles et des goûts. L'hypothèse sous-jacente est que l'arrivée des Ivoiriens dans les activités de bar au Burkina Faso contribue à construire progressivement un métier qui met en compétition la jeunesse dans un contexte de crise de l'emploi.

My bartending experience in Ouagadougou. Young Ivoirians in night bars and contribution to the establishment of a profession

Bouraiman Zongo, Labo RPSH, University of Ouaga 1 Pr Joseph Ki-Zerbo

This text is the result of an exploratory survey, combining participative observation and informal interviews. The exploratory work allowed to clear out a diverse issues and some research paths to investigate in a multidisciplinary approach. Among those problematic, this text has tried to highlight the job of barman, which is a generic term to mean all the activities that occur in the night bars, in the field of entertainment industries. Considered as a small job within the urban popular economy, this job of barman is mostly practiced by young people. It raises a

competition between young people from different nationalities. Nevertheless, the weight of young Ivoirians, and their culture is apparent. **This weight conveys a process of exporting skills, and "Ivoirization" of styles and tastes.** The underlying assumption is that, the arrival of Ivorians in the bartending activities in Burkina Faso, contributes to build progressively a business that put in competition the youth in a context of employment crisis.

...L'arrivée des Ivoiriens dans les activités de bar au Burkina Faso contribue à construire progressivement un métier qui met en compétition la jeunesse dans un contexte de crise de l'emploi.